



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/126
15 avril 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Quarante-neuvième session
Point 14 de la liste préliminaire*
RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Lettre datée du 14 avril 1994, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

En ma qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre que vous a adressée le 7 avril 1994 S. E. M. Soeharto, Président de la République d'Indonésie, Président du Mouvement des pays non alignés, au sujet de la question nucléaire mettant en cause la République populaire démocratique de Corée.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 14 de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nugroho WISNUMURTI

* A/49/50.

ANNEXE

Lettre datée du 7 avril 1994, adressée au Secrétaire général
par le Président de l'Indonésie, Président du Mouvement
des pays non alignés

Vous n'êtes pas sans savoir que l'évolution récente de la situation en ce qui concerne la question nucléaire mettant en cause la République populaire démocratique de Corée pourrait être lourde de conséquences pour la paix et la stabilité de la région, et notamment de la péninsule coréenne.

En tant que Président du Mouvement des pays non alignés, l'Indonésie suit très attentivement la situation puisque, à leur dixième Conférence, tenue à Jakarta en septembre 1992, les chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés ont nettement manifesté leur appui à l'Accord sur la réconciliation, la non-agression, la coopération et les échanges entre le Nord et le Sud, en date du 19 février 1992, ainsi qu'à la Déclaration commune sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Depuis lors, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a refusé d'accéder à la demande de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui souhaitait procéder à une inspection spéciale de sites contestés de stockage de déchets nucléaires, présumant qu'il s'agissait d'installations classiques, et s'est déclaré préoccupé par la menace que représenteraient les manoeuvres militaires des États-Unis d'Amérique et de la République de Corée (Team Spirit) et, dans deux lettres adressées au Président du Mouvement des pays non alignés, le Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée a exprimé l'anxiété de son gouvernement. Dans ces lettres, la République populaire démocratique de Corée priait l'Indonésie d'appuyer ses positions et d'aider à trouver une solution au problème.

Suite à ces lettres, considérant que l'évolution de la situation risquait de décevoir l'attente de toutes les parties en cause, nous avons indiqué à la République populaire démocratique de Corée que, tout bien pesé, il nous apparaissait qu'il était essentiel pour la paix de la région qu'elle résolve la question de l'inspection nucléaire avec l'AIEA et que, de plus, son retrait du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ne ferait qu'intensifier les soupçons quant à ses intentions en matière nucléaire. J'ai également décidé de réunir le plus possible d'informations concrètes et de données sur la question nucléaire mettant en cause la République populaire démocratique de Corée et, à cette fin, j'ai dépêché d'abord à Pyongyang, puis à Séoul, à Tokyo, à Beijing et à Vienne un envoyé spécial du Président du Mouvement des pays non alignés. Dans cette entreprise, le Président du Mouvement des pays non alignés n'avait d'autre souci que de contribuer à créer, entre les parties directement en cause, un climat favorable à une résolution pacifique de la question nucléaire, qui est extrêmement délicate, sans s'immiscer dans les questions de fond.

Dans ce contexte, j'ai reçu à Jakarta, le 4 avril 1994, M. Kim Chang Gyu, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, en sa qualité d'envoyé spécial de S. E. le Président Kim II Song. Au

/...

cours de nos entretiens, l'envoyé spécial a exposé en détail la position du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée sur différents éléments de la question nucléaire. Il a nettement indiqué que le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée acceptait que les inspections de ces installations nucléaires par l'AIEA reprennent. Il a souligné, cependant, que cette reprise des inspections devrait coïncider avec une déclaration annonçant la suspension des manoeuvres militaires des États-Unis et de la République de Corée (Team Spirit) et du déploiement des missiles Patriot en République de Corée et avec la reprise de la troisième série de négociations entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis. Il a ajouté que le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée était prêt à reprendre les entretiens entre le Nord et le Sud au sujet de l'échange d'envoyés spéciaux.

J'ai très honnêtement indiqué à l'envoyé spécial que, dans le contexte de la récente aggravation des tensions entre les parties directement en cause, des inspections détaillées et approfondies par l'AIEA semblaient le seul moyen de résoudre la question nucléaire de façon pacifique, ce qui serait conforme aux objectifs de non-prolifération du Mouvement des pays non alignés. Nous sommes convaincus, par ailleurs, qu'un règlement à l'amiable pourrait contribuer à l'instauration de la stabilité dans la péninsule coréenne et dans les autres pays de la région, ce qui permettrait à ces pays de mener leurs activités de développement, en vue d'accroître le bien-être de la population, noble tâche à laquelle s'attelle avec vigueur le Mouvement des pays non alignés, surtout depuis la fin de la période de la guerre froide. Des entretiens, nous avons retiré l'impression que la République populaire démocratique de Corée jugeait important et nécessaire que toutes ces mesures soient prises en même temps, de manière à ne pas créer l'impression qu'en acceptant l'inspection de l'AIEA elle avait cédé à des exigences, à son avis excessives, de l'AIEA et des États-Unis entre autres.

Sur la question de la réunification du Nord et du Sud, l'envoyé spécial a également indiqué que la République populaire démocratique de Corée était disposée à poursuivre des efforts pacifiques pour atteindre cet objectif par la voie d'une confédération formant un seul pays et une seule nation, avec deux gouvernements et deux systèmes politiques.

J'espère sincèrement que cette information vous sera utile dans vos efforts pour parvenir à une solution pacifique et mutuellement acceptable de la grave situation créée par la question nucléaire dans la péninsule de Corée.

Le Président de la République d'Indonésie,
Président du Mouvement des pays non alignés

SOEHARTO

/...